

## Relever le défi de l'alternative politique

*Entretien avec Pierre Laurent*

Pierre Laurent est coordinateur national du Parti communiste français

**ContreTemps :** *Quels sont les grands éléments du bilan que vous tirez des élections régionales ?*

**Pierre Laurent :** Les élections régionales ont envoyé un très fort message populaire : le monde salarié est à bout, ne supporte plus les politiques actuellement mises en œuvre. Ce message s'est exprimé dans le vote, conduisant à une sévère défaite politique de la droite, et aussi par le haut niveau de l'abstention populaire qui est la marque d'une insatisfaction et d'une exaspération par rapport aux solutions politiques existantes.

Les élections régionales représentent une étape dans le mandat de Sarkozy : si la première moitié a été dominée par une droite très offensive, la seconde moitié va voir une droite beaucoup plus en difficulté. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne reste pas très déterminée, comme on le voit avec les tentatives actuelles de Sarkozy de reprendre l'initiative, que ce soit sur la question des retraites ou avec celle de la sécurité. Face à Sarkozy, c'est clairement à la gauche que les électeurs qui se sont exprimés ont voulu donner la victoire. Cette victoire est nette et le Front de gauche a apporté une contribution non négligeable. Ce résultat n'était pas à priori évident : la quasi élimination du MoDem témoigne d'un déplacement vers la gauche du curseur au sein de l'électorat. Et, dans la gauche, il y a confirmation que le Front de gauche s'installe dans le paysage et représente un nouvel espoir. D'une manière plus globale, la possibilité d'une victoire de la gauche en 2012 a repris de la crédibilité dans les têtes de millions d'électrices et d'électeurs.

Il faut en même temps noter les scores du Front national, notamment dans les régions désindustrialisées. La politique sarkozyste a masqué la persistance d'une réponse de type populiste, raciste. Celle-ci risque de se trouver aggravée par la violence de la crise, des délocalisations, de la destruction du monde industriel, des solidarités et des garanties collectives. Les déceptions très fortes dans les milieux populaires accroissent les risques d'une résurgence de réponses de ce type. Son score ne veut pas dire qu'il y aura une remontée automatique du Front national, mais il indique qu'un tel risque est présent. Et à l'échelle de l'Europe, on voit une situation très inquiétante de ce point de vue : des forces de ce type se trouvent pour une part au pouvoir, en Italie, et de manière importante dans tout l'Est européen. Cela confirme qu'en Europe une réponse très régressive à la crise est actuellement un risque réel.

Au total, on peut dire que si les électeurs ont donné la victoire à la gauche, ce qui est important pour la suite, les débats qui traversent celle-ci quant aux conditions d'une alternative politique sont largement devant nous. Le Parti socialiste combine un discours plus à gauche, avec un renouvellement de son projet, et une ambiguïté toujours fondamentale quant aux moyens du chan-

## ACTUALITÉ

gement, ainsi qu'une absence de remise en cause de son orientation sociale-libérale, que ce soit sur les questions européennes, celles du financement de la protection sociale et d'autres... Quant à Europe Ecologie, il s'agit d'une force politiquement hétérogène, qui est susceptible, à tout moment, de se faire le cheval de Troie d'une nouvelle tentation de recomposition politique au centre.

Nous entrons donc dans une période où la question majeure, face au besoin croissant de se débarrasser de la droite, sera de savoir si la gauche a ou non la capacité de relever le défi de l'alternative politique. Ce qui implique à la fois un projet politique susceptible de dessiner une perspective de changement face à la crise capitaliste, et d'ouvrir les chemins d'une possible majorité politique apte à porter ce projet. Ce double défi va être au cœur de la période à venir.

**CT:** *Bien des réflexions politiques apparaissent polarisées par l'échéance présidentielle de 2012, pourtant la situation n'est-elle pas grosse de possibles crises remettant en cause le calendrier institutionnel ?*

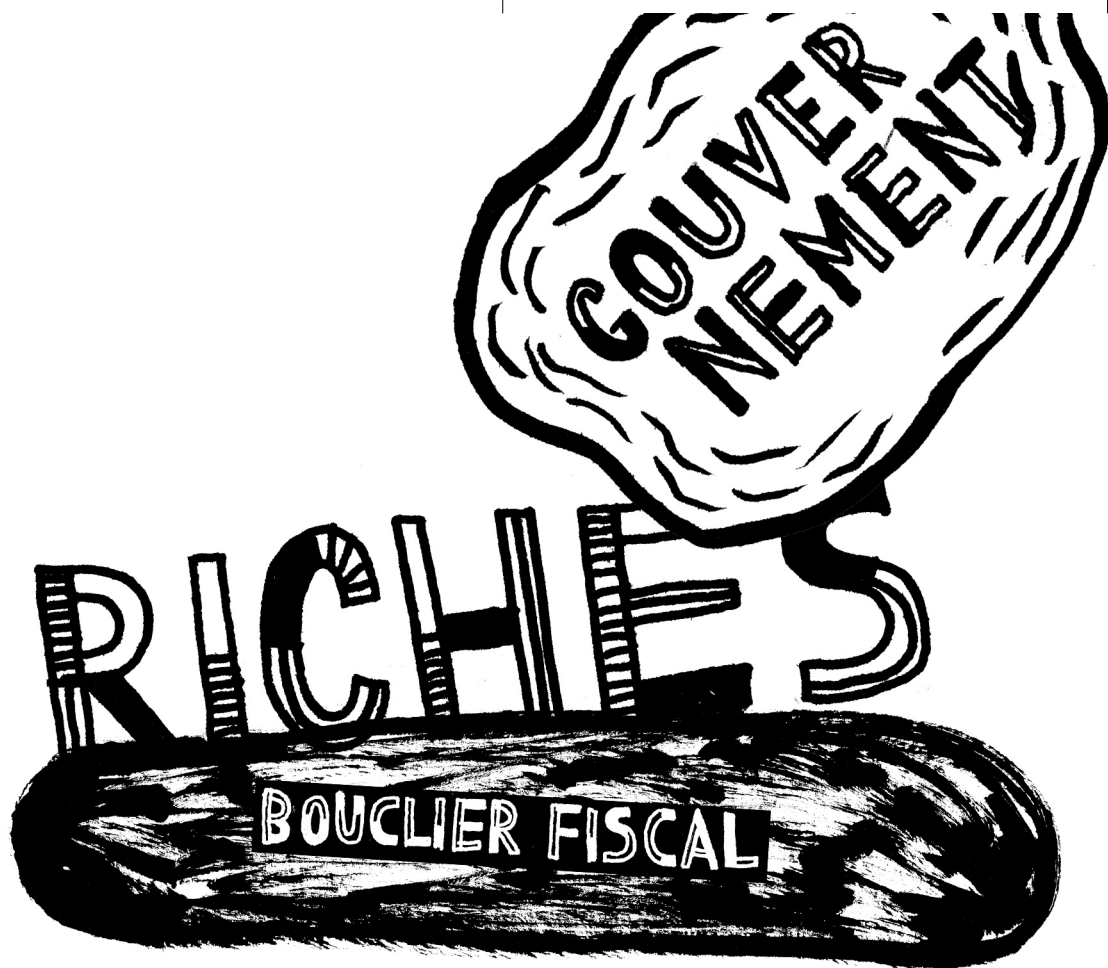
**P.L.:** Dans la situation rien n'est à exclure. La crise du système capitaliste va s'approfondir, et donc poser les questions que le pouvoir s'efforce de cadencier. Mais celles-ci peuvent exploser. C'est le cas avec la crise de la construction européenne. C'est le cas également avec les retraites, compte tenu de la tension très forte entre, d'une part, l'exigence très majoritaire de maintenir un droit réel à la retraite, dans des conditions décentes, et d'autre part les projets qui, au-delà des discours, tendent à conduire à un appauvrissement massif d'une part croissante de la population.

Les problèmes démocratiques sont aussi très importants : plus la crise se développe, plus Sarkozy accentue l'hyper-concentration du pouvoir. On voit combien les failles s'approfondissent, y compris à droite. Sarkozy a beau répéter qu'il ne passera pas en force, on voit bien que c'est ce qu'il fait systématiquement.

Il n'y a donc rien d'impossible à ce qu'une crise politique s'ouvre avant l'échéance de 2012.

**CT:** *La crise que connaît le capitalisme vous paraît-elle obliger à redéfinir les projets que doit défendre la gauche ?*

**P.L.:** L'analyse que nous avons faite dès l'entrée dans la crise est confirmée : nous sommes dans une crise du système, globale. Les tentatives de réponses parcellaires, ne touchant pas aux logiques de la croissance financière capitaliste, butent sur des contradictions croissantes. Ce qu'on appelle le sarkozysme s'est révélé être au fil du temps une réponse très brutale à ces questions. Le choix, en contradiction avec les illusions initialement créées auprès des classes populaires et des salariés, est de privilégier de manière éhontée tous les systèmes d'accumulation financière. Cela au plan national, en renforçant scandaleusement une couche possédante, avec le bouclier fiscal et d'autres mesures, et au plan international en continuant à encourager les logiques d'accumulation financière. On voit avec la crise de l'Union européenne, la crise de l'euro, ce qui se passe en Grèce, combien la violence du système s'ag-



PAUVRES

## ACTUALITÉ

grave de manière inquiétante. Et comme cette politique se heurte de plus en plus aux besoins sociaux, elle s'accompagne d'une montée en puissance des réponses autoritaires. La politique conduite par Sarkozy est significative de son enfermement dans l'autoritarisme, au plan des institutions et au-delà. De ce point de vue, l'installation du préfet de Seine Saint-Denis est symbolique : dans le département qui concentre toutes les conséquences des politiques sociales, il intronise de manière martiale l'autorité policière de l'Etat !

Nicolas Sarkozy a cultivé un discours de volontarisme politique et flattant l'idée qu'il était possible d'apporter des réponses immédiates dès lors qu'on savait taper du poing sur la table. Or, les résultats n'étant pas au rendez-vous, on a en retour des déceptions très fortes qui peuvent s'exprimer de façon violente contre ces politiques.

Il faut être conscient que tout cela élève le niveau des réponses qu'il va falloir apporter pour l'après-sarkozysme et sortir de la situation de crise. En effet, ces politiques dégradent la société française et affaiblissent les capacités de réponse à la crise. Il faudra donc reconstruire derrière Sarkozy. L'enjeu est de moins en moins un problème d'alternance, et de plus en plus celui de la capacité à ouvrir une nouvelle ère politique, démocratique, sociale... Les politiques qui prétendent répondre à la situation par des aménagements à la marge vont s'avérer de moins en moins en mesure d'être au niveau des problèmes posés.

La crise du système ouvre de ce point de vue des opportunités de ruptures progressistes, de remises en cause, nouvelles. Après la période de domination de l'hégémonie capitaliste de ces vingt dernières années, le capitalisme se trouve aujourd'hui en position d'accusé. Mais, face à ses impasses, on peut aussi assister à une exacerbation des mises en concurrence, des guerres, des replis nationalistes, il faut admettre que le choc des civilisations est un risque réel... Si on veut apporter des réponses progressistes, le niveau de ces réponses est décisif. Si on n'est pas à l'offensive, pas à la hauteur, on laisse du terrain à des solutions de plus en plus régressives et violentes.

A la logique concurrentielle, il faut opposer une société de partage, de services publics, de solidarité. Contre les réponses autoritaires, il faut penser une société de la démocratie et de pouvoirs aux différents niveaux de la société. Ce qui est vrai au plan politique l'est aussi sur le terrain économique. Face à un mode de développement et de pouvoir dans les entreprises qui avec la mondialisation s'est hypercentralisé, il faut promouvoir une logique du travail, de l'entreprise comme lieu collectif de création de richesses, totalement différente. Si l'on ne propose pas de tels objectifs ambitieux, on laissera du terrain à la régression sociale. Si on le fait, on peut rassembler très largement, car c'est tout le pays qui cherche une issue à la crise actuelle. L'enjeu est d'occuper tout le champ de ces questions en travaillant à la mise en mouvement consciente des salariés sur des objectifs de transformation sociale.

**CT :** *En ce qui concerne les questions stratégiques, quels sont les chantiers qui vous semblent devoir être ouverts ?*

**P.L. :** La gauche reste marquée par une double culture issue du xx<sup>e</sup> siècle. Elle

## RELEVER LE DÉFI DE L'ALTERNATIVE POLITIQUE

n'a pas encore apporté les réponses nécessaires face au changement d'époque que nous connaissons. La crise globale du système marque la fin d'un capitalisme redistributeur, qui laissait ouvertes des possibilités d'arracher ne serait-ce qu'à la marge des conquêtes sociales. Dans le capitalisme mondialisé, les rapports de force sont redevenus plus brutaux. Il faut des victoires plus amples contre les logiques dominantes. Mais la fin du xx<sup>e</sup> siècle a aussi témoigné de l'épuisement des alternatives révolutionnaires qui avaient marqué ce siècle. Confrontée à cette double impasse la gauche jusqu'à présent n'a pas su inventer une solution. Soit on s'inscrit dans le système pour tenter, en vain, de lui arracher des avancées sociales, soit on cultive une opposition qui s'enferme dans l'incantation.

Le défi est donc de retrouver le chemin de l'alternative politique, celle-ci doit construire dans des réponses immédiates le dépassement des logiques capitalistes. Ce qui va compter c'est la profondeur des ruptures et des réformes qu'on sera capable d'imposer, avec la conscience que ces réformes doivent s'inscrire dans une visée de longue haleine de dépassement du capitalisme. La difficulté est que cela oblige à penser ces changements pas seulement au plan national, mais aussi aux plans européen et mondial.

Il faut travailler sur tous ces registres si l'on veut sortir la gauche de l'impuissance dans laquelle elle se trouve.

Pour le Parti communiste l'urgence est d'être capable de créer des rassemblements autour de ces réformes de rupture susceptibles, à partir de la crise actuelle, de conduire la société à prendre elle-même en main des changements transformateurs profonds. Par exemple la question de la sécurité sociale professionnelle, d'un nouveau rapport au travail et au salariat, devient une question majeure. L'invention de nouveaux systèmes de solidarité collective prolongeant les acquis sociaux et permettant de projeter les enjeux de la société de demain, qui fait qu'on se formera plus longtemps et qu'on vivra plus longtemps, est aussi une question essentielle. Ou encore la sortie du régime actuel et de la présidentialisation des institutions. Ce sont là des chantiers décisifs pour penser un autre type de société.

Une des caractéristiques de la situation française est que les valeurs de gauche ne sont pas battues, elles ont reculé, mais constituent toujours un ciment fort de la société. On l'a vu lors de la bataille contre le Traité constitutionnel européen, on le voit avec la question des retraites qui est sur la table depuis dix ans, ou avec les grandes mobilisations sociales qui ont suivi l'éclatement de la crise. Mais le problème est que ces valeurs ne font pas suffisamment projet. Projet de société et projet politique.

C'est pourquoi il faut, à partir de ces valeurs et en fonction de la société telle qu'elle a changé, repenser l'avenir collectif. Une illustration : notre peuple est attaché à l'égalité, mais l'égalité dans la société d'aujourd'hui doit être repensée.

Le projet qui peut rassembler, sur ces valeurs, avec une vision commune de la société du xxi<sup>e</sup> siècle est à inventer dans les combats d'aujourd'hui.

C'est possible, mais cela suppose de reconstruire dans l'action et dans le combat idées et repères, à partir des questions de l'égalité, d'un nouveau

## ACTUALITÉ

mode de développement, de la démocratie, des rapports à l'Europe et au monde, et quant aux moyens de faire prédominer les logiques de coopération sur celles de la concurrence.

C'est au fond cette ambition de faire projet – une vision de la société de demain et une majorité populaire pour le porter – qui nous anime dans la démarche de fronts, dans celle du Front de gauche actuellement engagée.

**CT :** *Comment se pose aujourd'hui pour la gauche la question de l'articulation entre les institutions, les mobilisations sociales et l'intervention des partis ?*

**P.L. :** Ce qui doit faire converger ces différents niveaux de l'intervention citoyenne est la reconquête de pouvoirs politiques pour le peuple. Ce sont des lieux d'expression, mais insuffisamment de conquêtes politiques. C'est vrai dans les institutions : la crise ayant fait reculer les marges de manœuvre, il est nécessaire que les citoyens reconquièrent du pouvoir, faute de quoi les capacités à faire avancer les choses se restreignent.

Les partis, y compris le Parti communiste, doivent mettre davantage au centre le développement de l'intervention des populations, pour la conquête de droits et pouvoirs nouveaux. Il n'y aura pas de sortie de crise et de chemin politique nouveau si les gens ne conquièrent pas du pouvoir sur les décisions politiques. Or, ils en ont perdu dans les institutions, dans les entreprises, et au niveau de l'État. L'espace démocratique s'est rétréci au cours des trois dernières décennies, il y a donc nécessité de reconquête.

Si l'on veut favoriser cette reconquête, il faut œuvrer à faire converger en ce sens les transformations des partis qui travaillent à l'émancipation humaine, les mobilisations sociales et politiques et l'intervention dans les institutions.

**CT :** *Et en ce qui concerne plus spécifiquement le Parti communiste ?*

**P.L. :** Notre histoire a été celle d'un parti qui avait la capacité à lier une ambition de transformation du monde sur le long terme et des changements immédiats. Pour les raisons évoquées à l'instant ces deux ambitions sont mises en difficulté. Le double défi est, d'une part, de repenser le projet de transformation sociale, c'est-à-dire de porter des objectifs susceptibles d'ouvrir une perspective de changement de société, et de proposer un chemin de rassemblement autour de ces objectifs.

D'autre part, d'être un parti qui fasse du déploiement de l'intervention populaire son mode de vie. Cela implique aujourd'hui une reconquête des catégories populaires, c'est très important car si nous avons gardé des positions celles-ci se sont considérablement affaiblies.

La stratégie de rassemblement à vocation majoritaire et la transformation du parti pour en faire un outil d'intervention populaire dans la société d'aujourd'hui, telles sont les questions qui nous sont posées.

Propos recueillis par Francis Sitel